

Unité interdépartementale Anjou Maine  
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint-Barthélémy  
BP8014  
49183 Saint-Barthélémy-d'Anjou

Saint-Barthélémy-d'Anjou , le 05 avril 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MINOTERIES DU CHATEAU S.A.**

Parc d'activités de la Querminais  
BP 3  
53500 ERNEE

Références : 2022-169\_INSP\_Minoteries du Château – Ernée\_RAP

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2022 dans l'établissement MINOTERIES DU CHATEAU S.A. implanté Parc d'activités de la Querminais BP 3 53500 ERNEE . L'inspection a été annoncée le 17/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MINOTERIES DU CHATEAU S.A.
- Parc d'activités de la Querminais BP 3 53500 ERNEE
- Code AIOT dans GUN : 0006304612
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Minoteries exploite des moulins de fabrication de farines alimentaires.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Installations électriques
- Zones à atmosphères explosibles
- Thermographie infra-rouge

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection a permis de faire le point sur les compléments de l'exploitant à son dossier IED déposé en 2021. L'inspection a émis un rapport le 18 janvier 2022 avec une demande de compléments.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Installations électriques Ecart E1-2021	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Zonage ATEX - Constat R3 2021	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protections électriques - thermographie	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, articles 36.2 et 36.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Locaux administratifs	Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 4.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation électrique présente des risques d'incendie et d'explosions. C'est la raison pour laquelle le service d'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser les travaux de mise en conformité et de faire réaliser un nouveau contrôle des installations électriques. De plus, un plan de zonage des risques d'atmosphères explosives devra être réalisé pour être tenu à disposition des services d'incendie et de secours.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Installations électriques Ecart E1-2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Installations électriques- vérifications périodiques  « Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. [...] Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées. Un contrôle thermographique complète ces vérifications. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques du 19 novembre 2021. Ce rapport fait de nouveau état d'installations susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosions. Certains points ont déjà été signalés : <ul style="list-style-type: none"><li>- Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les sur-intensités</li><li>- Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courants résiduels</li><li>- Inadéquation des matériels de ou des canalisations électriques dans les locaux à risques d'incendie et/ou zones à risques d'explosion.</li></ul> L'exploitant devra réaliser les travaux de réparation de son installation électrique et faire réaliser un nouveau contrôle attestant que l'installation électrique ne présente pas de risque d'incendie et d'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Zonage ATEX - Constat R3 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 36.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérifications électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> Zones susceptibles d'être à l'origine d'une explosion (étude ATEX) "[...] Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. "
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas présenté de plan de zonage ATEX. Un plan devra être réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Protections électriques - thermographie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, articles 36.2 et 36.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection du matériel électrique
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <b>Article 36.2</b> " Un contrôle thermographique complète ces vérifications." <b>Article 36.4</b> Le matériel électrique utilisé doit être approprié aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations sont efficacement protégées contre : <ul style="list-style-type: none"><li>- Les risques liés aux effets de l'électricité statique,</li><li>- Les courants de circulation et la foudre,</li><li>- Les agressions mécaniques, chimiques et thermiques.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de thermographie Q19 du 22 novembre 2021. Ce rapport montre quatre points présentant des échauffements sur l'installation.  L'exploitant fera parvenir à l'inspection les bons d'interventions relatifs aux modifications de l'installations suite à ce rapport de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Locaux administratifs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/01/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bureaux, c'est à dire les locaux abritant des personnes ne participant pas directement à l'exploitation, sont situés à une distance supérieure à 25 mètres des bâtiments de fabrication et de stockage. Cette disposition est mise en place dans un délai de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué avoir entamé les démarches concernant le déplacement de ses bureaux administratifs, actuellement dans le bâtiment de fabrication et de stockage. L'échéance de l'arrêté préfectoral est en janvier 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet